



C_2016_065

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Ressources Humaines

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	55

Objet de la
délibération:
**Dispositif Service
Civique - Demande
d'agrément**

L'an deux mille seize le trente juin à dix sept heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Florence LEROUX, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain CAYMARIS pouvoir à Claude PIANETTI, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Frédéric MARCEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Christine PREMOSELLI pouvoir à Florence LEROUX, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Richard STRAMBIO, Gilbert BOUZEREAU, Alain HAINAUT, Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Francine REGAZZETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Dans le contexte de crise qui frappe nos sociétés depuis plusieurs années, les partenaires publics se doivent de participer à l'effort national, notamment en direction de la jeunesse.

Aussi, dans la continuité de sa politique d'accompagnement des jeunes et afin de satisfaire leur sens civique et leur engagement dans des missions d'intérêt général, la Communauté d'Agglomération Dracénoise souhaite s'inscrire dans le dispositif du service civique volontaire créé par la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010.

L'objectif est bien de renforcer la cohésion nationale et la mixité sociale et d'offrir à toute personne volontaire, l'opportunité de servir les valeurs de la République et de s'engager en faveur d'un projet collectif en effectuant une mission d'intérêt général auprès du territoire.

Pour rappel, le service civique s'adresse à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, qui souhaitent s'engager, sur la base du volontariat, au service de l'intérêt général pour une période de 6 à 12 mois.

Ces missions d'intérêt général peuvent être accomplies dans 9 domaines prévus par la loi : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.

La valorisation financière de l'engagement est assurée majoritairement par l'État, à laquelle s'ajoute une participation de la collectivité ou de l'établissement d'accueil. A titre indicatif, la rétribution du bénéficiaire est de l'ordre de 573€/mois, dont 106€ à la charge de la structure d'accueil.

Il s'agit d'un dispositif triplement bénéfique :

- d'abord pour les jeunes du territoire, en favorisant leur engagement citoyen et en leur permettant de devenir des citoyens acteurs d'un meilleur vivre ensemble ;
- ensuite pour les habitants du territoire, qui bénéficient d'actions de cohésion sociale et urbaine et d'une nouvelle proximité avec les services publics ;
- enfin pour l'Agglomération, qui se veut exemplaire et qui, bénéficiant de ces nouvelles ressources, peut expérimenter des projets innovants socialement, amplifier ses actions et aller à la rencontre de nouveaux publics.


Dans ce cadre, un dossier de demande d'agrément au titre de l'engagement dans ce dispositif doit être effectué auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS).

Cet agrément permettra le démarrage de l'action par l'accueil de jeunes dans les services de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, notamment à la médiathèque d'agglomération et à la Direction des Transports et des Mobilités Durables (développement du lien social), mais également au sein de la Direction Animation Économique et Touristique (action en faveur de la découverte du patrimoine culturel et naturel via le sport).

Afin de faciliter cet accueil, les moyens humains, matériels et financiers seront dégagés pour la mise en œuvre de ces missions dans le cadre de ce dispositif dédié aux jeunes à cette fin.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission mixte « Administration générale et communication » et « Modernisation de l'action publique - relations citoyennes - Conseil de développement » réunie le 22 juin 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien

vouloir :

Envoyé en préfecture le 05/07/2016
Reçu en préfecture le 05/07/2016
Affiché le 
ID : 083-248300493-20160630-C, 2016_065-DE

- donner son accord de principe à l'accueil de jeunes en service civique volontaire, avec démarrage dès que possible après agrément de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale,
- autoriser Monsieur le Président à déposer le dossier de demande d'agrément auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte, convention et contrat afférent au dispositif Service Civique tel que défini par la loi du 10 mars 2010 et ses décrets d'application.

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits ouverts aux budgets principal et annexes.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 30 juin 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.